

LIBERATION DE LA VILLE Le 6 septembre 2020

Monsieur le député,
Mesdames et Messieurs les élus,
Messieurs les présidents des associations
d'anciens combattants,
Mesdames, Messieurs,

C'est dans des conditions un peu particulières, crise sanitaire oblige, que nous célébrons cette année les 76 ans de la libération de notre ville.

La fête de la ville qui aurait dû se dérouler ce week-end, a comme vous le savez, été annulée.

Mais la municipalité a tenu tout de même à commémorer ce moment essentiel de l'histoire de notre ville.

En effet cette commémoration est l'occasion de rendre hommage à ceux qui ont lutté pour notre liberté et contre l'idéologie meurtrière de l'occupant,

Je pense aux troupes alliées, notamment américaines et anglaises, mais également russes. Il ne faut pas oublier que la victoire n'aurait sans doute pas été possible sans l'héroïsme des troupes soviétiques à l'est.

Sans ce second front, les nazis auraient pu masser davantage de troupes en France et notamment en Normandie et faire échouer le débarquement.

L'occupation ce fut 4 années de privation de liberté, d'humiliation, de rationnement, de sacrifices.

Mais ce fut également 4 années de combats pour la Résistance, avec parmi eux les communistes des Francs Tireurs et Partisans.

Certes, la libération n'a pas immédiatement signifié la fin de la guerre.

Les combats se sont poursuivis jusqu'à la capitulation de l'Allemagne nazie et du Japon, respectivement les 8 mai et 2 septembre 1945.

Mais la libération des villes françaises, les unes après les autres, fut un signe d'espoir, une lumière dans un ciel jusque là bien sombre.

Pour notre ville, il fallut attendre le dimanche 3 septembre 1944.

Cette libération se fit sans heurts puisque les quelques soldats allemands présents se rendirent à l'approche des troupes alliées.

Malheureusement, ce calme ne laissait pas présager ce qui allait se passer quelques jours plus tard au Havre et notamment le déluge de bombes qui allait s'abattre sur la Porte Océane.

Le Havre fut ainsi la ville de France la plus bombardée de toute la guerre avec 1 800 tonnes de bombes, 30 000 engins incendiaires et une cité détruite à 82 %.

Une image que seuls les havrais peuvent comprendre, résume à elle seule l'ampleur des destructions : on voyait dit-on, la mer depuis la gare !

Le bilan humain fut également effroyable avec 2 053 morts et 80 000 sinistrés.

Vous le savez, cette opération dénommée « Astonia » allait avoir des conséquences directes sur le devenir de notre ville.

Les troupes américaines ayant installé de gigantesques camps de transit sur notre territoire, baptisés les « camps cigarettes », ces derniers furent réutilisés pour accueillir plus de 3 000 sinistrés havrais.

Les conditions de vie y furent particulièrement difficiles. Les habitants des « cités provisoires », comme on les a appelés, ont donc rapidement compris que seule la solidarité et l'entraide leur permettraient de s'en sortir.

L'avenir s'est donc construit sur ces valeurs essentielles qui ont fait ce que nous sommes.

Tout le monde ici connaît quelqu'un qui a vécu dans les cités provisoires, ou y a vécu lui-même.

Et c'est grâce à cet état d'esprit que notre ville est devenue ce qu'elle est aujourd'hui.

Voilà pourquoi c'est avec tristesse que nous assistons à la montée de l'individualisme, du repli sur soi ou de l'abstention dans certaines franges de la société.

Le patronat et ses représentants au gouvernement, bien qu'ils prétendent le contraire, s'en félicitent. C'est une aubaine sur laquelle ils s'appuient pour regagner une partie du terrain concédé dans le domaine social tout au long du XIXe et du XXe siècle.

Voilà pourquoi nous assistons depuis une vingtaine d'année à une attaque en règle dans le domaine des retraites, du droit du travail ou du pouvoir d'achat.

Et la crise sanitaire que nous traversons ne devrait rien changer à cette politique. Le monde d'après devrait terriblement ressembler au monde d'avant...

Ce n'est pas par hasard si le Premier ministre sarkozyste Jean Castex était l'invité d'honneur de l'université d'été du Medef il y a encore quelques jours.

« C'est un plan de relance de l'offre et de l'investissement » a-t-il déclaré à cette occasion.

Au moins les choses sont dites. Le plan annoncé par le gouvernement n'aura pour unique objectif que de satisfaire les demandes du patronat. Il y est question de protéger les profits, et de compenser le manque à gagner engendré par le ralentissement de l'économie, au détriment des salariés et des ménages.

On le voit avec une nouvelle baisse de la fiscalité des entreprises à hauteur de 30 milliards d'euros, alors qu'il faudrait au contraire mettre à contribution les grandes fortunes et la Finance.

On le voit avec l'absence d'annonce de création de postes dans les services publics essentiels que sont la santé, l'éducation et la culture.

On le voit enfin avec l'absence d'aide pour les ménages plus modestes qui sont les premières victimes de la crise sanitaire.

Les contreparties exigées en matière d'emploi ou de droits sociaux sont en revanche quasi inexistantes mais ce n'est pas un hasard non plus.

Depuis des années, nos dirigeants nous expliquent que les caisses sont vides et aujourd'hui on trouve 100 milliards pour venir en aide aux entreprises sans aucune contrepartie.

Pourtant, le principe de la planification n'est pas mauvais en soi. Il permet d'identifier les besoins et de mettre en place un programme d'action à long terme dans un but précis.

C'est ce principe qui avait guidé l'action du gouvernement après guerre, dans une optique de reconstruction.

Aujourd'hui, dans un contexte économique et social sinistré, les besoins ne manquent pas : dans le domaine des salaires, de l'emploi, de l'éducation, des services publics de proximité, ou de la santé par exemple et des mesures fortes pour sécuriser les emplois, développer la formation professionnelle, garantir les revenus.

Des mesures pour les gens, pour les salariés, les familles.

Mais ce ne sont pas les choix retenus par ce gouvernement.

Ce n'est pas à eux que ce plan de relance s'adresse.

Une fois encore la population est la grande perdante.

Une fois encore, elle devra aller chercher dans la rue et dans les urnes les droits auxquels elle aspire.

Encore une fois la lutte et la résistance s'imposent et s'imposeront à nous dans les mois qui viennent.

La justice sociale est une exigence et un combat de tous les jours.

Il en va de même pour tous les peuples qui sont confrontés aux mêmes injustices, à la même volonté d'exploiter le plus grand nombre.

Cette lutte est donc universelle et elle est indissociable de la paix.

Cette paix que nous défendons et que nous célébrons le 21 septembre

prochain sur la promenade Nelson Mandela.

Cette année, nous avons choisi de planter un arbre ayant survécu aux bombardements d'Hiroshima le 6 août 1945.

Ce geste riche de sens sera l'occasion de célébrer la paix et de rappeler à quel point elle nous est chère, comme nous est chère la liberté retrouvée par notre ville le 3 septembre 1944.

Je vous remercie.